

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80 145
CS80145
49 183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU Cedex
uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 16 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIAL SCA

108 rue de Beaugé
72000 Le Mans

Références : 2026-227_INSP_AGRIMAL – Louvigny_RAP
Code AIOT : 0006301767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement AGRIMAL SCA implanté Route de Chérancé 72600 Louvigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle porte sur le suivi des constats des inspections de 2019 et 2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIMAL SCA
- Route de Chérancé 72600 Louvigny
- Code AIOT : 0006301767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société AGRIAL exploite, sur le territoire de la commune de LOUVIGNY (72600), une installation de stockage et de séchage de céréales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Propreté des locaux: accumulation de poussières	Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Propreté des locaux: opérations de nettoyage des structures	Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Installations électriques: contrôles	Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 4.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Moyens de lutte contre l'incendie: extincteurs	Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 4.2.2.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Consignes de nettoyage: utilisation du balai et d'air comprimé	Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.7	Sans objet
5	Émissions de poussières: équipements en galeries sous-cellules	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-IV	Sans objet
6	Mesures de prévention: consigne de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/02/2006, article 1	Sans objet
7	Organes de contrôle: convoyeurs	Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative des installations nécessite d'être mise à jour par rapport à la nomenclature ICPE en vigueur. Un positionnement de l'exploitant doit être adressé à la préfecture de la Sarthe.

Les installations, y compris la galerie sous-cellule, présente un état de propreté raisonnable. Un registre de nettoyage et des consignes appropriées sont disponibles. Certains marqueurs d'empoussièrement au sol sont usés et nécessitent d'être restaurés.

L'exploitant a bien mis en place le système de détection des bourrages dans le silo 2, ainsi que l'aspiration des équipements de la galerie sous-cellules.

Concernant les installations électriques, l'exploitant doit transmettre un échéancier des actions correctives demeurant à réaliser.

Enfin, l'exploitant doit remédier à l'absence d'un extincteur à poudre à proximité d'une armoire électrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Tenue à jour de la situation administrative
Prescription contrôlée : La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur.
Constats : La situation administrative de l'établissement n'a pas été mise à jour depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 avril 2000. Les installations sont composées de 2 bâtiments de stockage de céréales. Le silo 1 abrite des silos verticaux d'une capacité totale d'environ 2 500 m ³ . Le silo 2 abrite des silos plats d'une capacité totale d'environ 30 000 m ³ . Considérant ces capacités de stockage, l'établissement exerce une activité de stockage de céréales en silos plats soumise à classement au titre de la rubrique ICPE n°2160.1a, au régime de l'enregistrement. Par contre, l'activité de stockage en silos verticaux présente une capacité inférieure au seuil de classement au titre de la rubrique ICPE n°2160.2. Par ailleurs, l'établissement compte 3 citernes de gaz d'une capacité unitaire de 3 tonnes, soit 9 tonnes au total, situées dans un enclos en côté du silo 1. L'établissement exerce donc une activité de stockage de gaz inflammables liquéfiés soumise à classement au titre de la rubrique 4718.2b, au régime de la déclaration soumise à contrôle périodique. Le classement des séchoirs devra être proposé à la lumière de la note d'interprétation : https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2023-09/IR%202023%20Note%20interpr%C3%A9tation%20classement%20s%C3%A9choirs.pdf

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous 60 jours, l'exploitant se positionne sur la situation administrative de son établissement par rapport à la nomenclature ICPE en vigueur et transmet ce positionnement à la préfecture de la Sarthe, dans le but de mettre à jour les rubriques ICPE et les capacités des activités classées exercées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Propreté des locaux: accumulation de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des tuyauteries des boisseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m².</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et est précisée dans les consignes organisationnelles. Le nettoyage est, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage doit présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 11/07/2019, écart n°1: Nettoyer les tuyauteries au niveau des boisseaux.</p> <p>Inspection du 05/03/2026: L'ensemble des installations, et les tuyauteries des boisseaux en particulier, ne présente pas d'empoussièrement excessif le jour de l'inspection.</p> <p>Par contre, certains marqueurs d'empoussièrement au sol, notamment au rez-de-chaussé du silo 2, sont presque entièrement effacés par l'usure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 60 jours, l'exploitant transmet à l'inspection tout justificatif permettant d'attester que les marqueurs d'empoussièrement usés ont été restaurés ou remplacés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Propreté des locaux: opérations de nettoyage des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Planification et réalisation des opérations de "grand nettoyage"
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m².</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et est précisée dans les consignes organisationnelles. Le nettoyage est, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage doit présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose d'un registre de nettoyage, qui a été consulté lors de l'inspection. D'après ce registre, les opérations de nettoyage sont effectuées systématiquement avec un balai, au moins 2 fois par mois. Le registre mentionne également l'utilisation d'air comprimé, plus occasionnellement. Il n'est pas fait mention d'autres équipements, tels que l'aspirateur ou une centrale d'aspiration.</p> <p>Le rez-de-chaussée de chaque silo est nettoyé plus régulièrement que les étages.</p> <p>Le registre de nettoyage témoigne d'un entretien régulier des installations et de la réalisation d'opérations de nettoyage plus approfondies de manière régulière.</p> <p>De plus, l'exploitant indique que les silos font l'objet d'un nettoyage par un prestataire extérieur tout les 2 à 3 ans, en fonction de leur empoussièrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 30 jours, l'exploitant transmet à l'inspection une liste du matériel de nettoyage disponible au sein des installations. Il justifie la présence ou l'absence d'aspirateurs adaptés ou d'une centrale d'aspiration et, le cas échéant, la régularité de l'utilisation de tels équipements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Consignes de nettoyage: utilisation du balai et d'air comprimé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition d'une consigne particulière

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une consigne de nettoyage des silos est disponible dans le bureau d'exploitation du site. Cette consigne inclut bien des instructions particulières pour l'utilisation du balai ou de l'air comprimé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Émissions de poussières: équipements en galeries sous-cellules

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'une aspiration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Les sources émettrices de poussières (élévateurs, jetées de transporteurs, transporteurs à chaînes, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) sont capotées autant que techniquement possible. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de conduits de transport de l'air poussiéreux. Cette prescription ne s'applique pas à la jetée des transporteurs présents dans les cellules.</p> <p>Pour les galeries sous-cellules, ces équipements sont étanches et équipés d'une aspiration afin de limiter les émissions de poussières inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements de la galerie sous-cellule sont capotés et un système d'aspiration apparaît bien avoir été mis en place.</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de présence de poussières dans la galerie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures de prévention: consigne de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2006, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition des consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures de prévention concernant l'utilisation de la galerie inférieure située sous le silo plat comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> la formalisation des consignes prévoyant l'interdiction d'entrer dans la galerie en présence d'un nuage de poussière, et la coupure de l'alimentation électrique en pareil cas [.....]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé une consigne relative à la gestion de la galerie sous-cellule du silo 2. Cette</p>

consigne précise notamment, dans le cas de la présence d'un nuage de poussières, l'interdiction de pénétrer dans la galerie et l'action de couper l'alimentation électrique de celle-ci.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Organes de contrôle: convoyeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 2.4.3.10

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des bourrages

Prescription contrôlée :

[...]

Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, il a pu être constaté qu'un système de détection des bourrages, permettant l'arrêt des équipements en cas de déclenchement, a bien été installé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques: contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 4.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation des contrôles et mise à disposition des rapports

Prescription contrôlée :

4.1.7 - Installations électriques

Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La dernière vérification des installations électriques a été effectuée le 24/07/2025. L'exploitant a remis à l'inspection une copie du rapport de vérification ainsi qu'une copie annotée précisant les dates de réalisations des actions correctives.

Au jour de la présente inspection, 3 observations n'ont pas encore fait l'objet d'une action corrective:

- observation n°1: une coupure générale des installations électriques n'a pas été autorisée par l'exploitant;
- observation n°3: un appareil d'éclairage de sécurité ne fonctionne pas en l'absence du réseau "normal";
- observation n°9: absence d'identification d'un circuit dans l'armoire du séchoir 1.

L'exploitant indique que l'observation n°1 pourra être levée lors de la prochaine vérification, en planifiant celle-ci sur une période où l'activité permet une coupure générale. Les 2 autres observations demeurent à lever.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection, sous 30 jours, un échéancier de réalisation des actions correctives restant à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie: extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 4.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des extincteurs
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
Constats : Les installations ont fait l'objet d'un contrôle des extincteurs il y a moins d'1 an. Cependant, au rez-de-chaussée du silo 1, un emplacement signalé pour un extincteur à poudre, à proximité d'une armoire électrique, est vide. L'extincteur qui devrait se trouver à cet emplacement n'est pas localisable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 30 jours, l'exploitant justifie du remplacement de l'extincteur manquant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours